

TAFTA : abandon ou poudre aux yeux ?

Février 2014 : F. Hollande, Président Rép. française

« Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations »

03/05/2016 : F. Hollande, Président Rép. française

« A ce stade, la France dit non »

28/06/2016 : JC Juncker, Président Comm. européenne

« A propos du TAFTA, j'ai demandé à tous les chefs de gouvernement si, oui ou non, la Commission devait poursuivre les négociations avec les Etats-Unis. Personne n'a dit [...] que la Commission devait arrêter. Donc nous continuons les négociations »

30/08/2016 : Matthias Fekl, Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur

« La France demande l'arrêt des négociations du TAFTA »

30/08/2016 : Cecilia Malmström, Comm. européenne en charge des négociations

« Les négociations continuent »

04/09/2016 : JC Juncker, Président Comm. européenne

« Etant donné le mandat [que les 28 Etats de l'UE ont donné à la Commission], nous continuerons de négocier avec les Etats-Unis »

Ni TAFTA, ni CETA !
journée nationale de mobilisation
RASSEMBLEMENT
15 octobre à 15h
place de la République au Mans

ATTAC, FSU, Solidaires, Confédération paysanne, Alternatiba, Nuit debout, Peuples solidaires, ATMF, PCF, PG, Ensemble, EELV, Nouvelle Donne, Le Mans Renouveau Citoyen, ADECR,

Le CETA n'est qu'un TAFTA déguisé

Moins médiatisé que le TAFTA, l'accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis, le CETA (accord UE-Canada) est sur le point d'être définitivement signé au nom des 28 Etats membres de l'UE.

Le CETA contient les mêmes dangers que le TAFTA !

Alerte 1

Adieu
Démocratie,
pleins pouvoirs
aux
multinationales

Alerte 2

Agriculture
sacrifiée. Bonjour
OGM, bœuf aux
hormones...

Alerte 3

Privatisation
croissante des
services publics

Alerte 4

L'urgence
climatique est
délibérément
ignorée

Comme pour le TAFTA, les véritables buts du CETA sont :

- supprimer les derniers droits de douane, notamment dans l'agriculture qui sera sacrifiée sur le continent européen.
- baisser au maximum les lois et normes qui protègent la santé publique, les travailleurs, les consommateurs et l'environnement, car elles sont considérées comme des « *obstacles au commerce* ». Fin du principe de précaution.
- donner des droits exceptionnels aux multinationales :
 - avec des "arbitrages privés" : les multinationales auront le privilège de pouvoir porter plainte contre les Etats – l'inverse étant impossible - pour des lois et réglementations considérées comme pouvant porter atteinte à leurs profits espérés. Il s'agit d'une justice privée, parallèle et opaque.
 - avec la "coopération réglementaire" : ce mécanisme filtrera en amont tout projet de loi suspect de porter atteinte aux intérêts des multinationales, avant les Parlements nationaux ; il permettra aux lobbies de co-écrire les nouvelles lois et réglementations.

Avec le CETA comme avec le TAFTA, il sera impossible de mettre en œuvre une réelle politique au service de l'intérêt général et pour répondre à la crise climatique ! STOP au CETA ! , STOP au TAFTA !

STOP  **CETA**
DON'T LET CORPORATIONS MAKE THE RULES

Collectif
Stop TAFTA 72